

Edito | Comment sortir de cette crise qui semble devoir s'éterniser...

Combien de temps encore, combien de ces Actes pour reprendre la terminologie jaune dont on notera, au passage, qu'une interrogation subsiste sur le sens caché du mot...Mouvement adapté à une fin? Acte d'une dramaturgie qui s'élabore en marchant ?...Un peu des deux sans doute. Faisons le calcul : au train où vont les choses avec la tendance observée, ce 5 janvier, d'une remontée certaine du nombre des manifestants, contrairement à l'espoir entretenu par le pouvoir, nous pourrions connaître vingt actes supplémentaires jusqu'à la prochaine échéance électorale connue : les élections européennes du 26 mai. Evoquer ce rendez vous revient, simplement, à constater que l'on aperçoit aucun véritable débouché politique à la crise actuelle qui s'envenime plutôt qu'elle ne s'apaise.

Le grand débat, promis en signe d'ouverture, doit s'ouvrir à la mi-janvier et ne déboucher en théorie que vers le mois d'avril ; encore faut-il imaginer comme l'a évoqué, avant de démissionner, la présidente de « la Commission nationale du débat public », Chantal Jouanno, que cet exercice inédit ne soit pas enfermé, dès le départ, dans un cadre tel que ne puissent s'exprimer la multiplicité des avis tout en permettant de mettre en exergue quelques suggestions et attentes. A cet égard, la lettre présidentielle attendue dans les prochains jours, devra éviter le piège de l'enfermement. Or, s'il est apparu une ligne directrice dans les vœux d'Emmanuel Macron ce fut avant tout pour enfoncer le clou sur les réformes à venir, à commencer par celle du système d'indemnisation du chômage dont on n'a pas tardé à observer que s'il peut s'étudier, au fond, il est politiquement totalement improductif dans le contexte actuel. Et ne parlons pas de la réforme annoncée des retraites...

Alors, comment sortir de cette impasse qui devient chaque jour, chaque semaine, de plus en plus dangereuse? Comment arrêter le cours de plus en plus violent des fins de manifestations et l'enchaînement entre destructions de biens privés et urbains et répression par des forces de l'ordre sous pression, comme ce fût le cas ce samedi à Bordeaux et La Rochelle? Comment réagir autrement qu'avec la plus grande fermeté à ces attaques contre les élus et l'horreur de ces menaces de mort d'origine raciste contre certains d'entre eux ? A ces appels à la lutte armée qui fait rêver quelques officines de l'extrême droite?

Une partie de la réponse appartient aux Gilets Jaunes eux-mêmes dont certains continuent de raisonner dans le cadre républicain. Mais, certaines tentatives peuvent tourner court comme l'a démontré l'épisode marseillais où on a failli en venir aux mains, dans des locaux du journal La Provence, entre les Gilets partisans d'une structuration du mouvement et d'autres, défenseurs irréductibles du laisser faire et hostiles à toute idée de représentation.. A cet égard, il va falloir délimiter le champ de ce que pourrait devenir dans nos institutions le fameux RIC, le Référendum d'initiative citoyenne dont la création, la plus attendue, serait sans doute de nature à calmer le jeu. Mais à supposer que cet outil puisse être institué encore faudra-t-il le mettre en œuvre concrètement dans des délais rapprochés, à moins que sa validation elle-même ne donne lieu à référendum, par exemple concomitamment avec les élections européennes dont la campagne va avoir bien du mal à exister dans ce contexte. Un mot, un seul peut caractériser la situation actuelle : incertitude.



Joël Aubert

Crédit Photo :

Publié sur aqui.fr le 06/01/2019

[Url de cet article](#)